19e Année.— N° 4965 Bureaux : RUE PAIN, 1.

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 12.50
» » Six mois. . . 25.00
» » Un an . . . 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :
Annonces : la ligne. . . 75 c.
Réclames : » . . . 50 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les insertions d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. Quarré, Place; à Paris, chez MM. Havas, Laffite, Bullier et Cie, 8, place de la Bourse; à Bruxelles, l'Office de Publicité.

ROUBAIX 9 MAI 1875.

Les bruits Alarmants.

Nos lecteurs nous rendront cette justice que, quels que puissent être nos sujets de griefs politiques et religieux contre l'Allemagne, nous n'avons jamais publié dans ce journal une ligne qui révélât l'oubli de la patriotique prudence imposée à tous les Français par la nécessité. Aujourd'hui encore nous nous maintiendrons dans la même réserve.

Cela dit nous ne craindrons pas de faire connaître notre pensée à propos des bruits alarmants qui circulent depuis quelques jours à Paris et se répandent de là en province, bruits d'abord suscités par le langage des journaux Allemands, et auxquels vient de donner un nouveau retentissement une correspondance de Paris publiée par le *Times*.

Cette correspondance du *Times* est censée reproduire les impressions d'un Français; passons sur ce détail de mise en scène: celui qui a écrit ces lignes est anglais, bien anglais, et il faut ajouter plus ami de la Prusse que de la France. Il constate d'abord les raisons pour lesquelles les puissances Européennes sont résolues à laisser l'Allemagne agir à sa guise et, s'il lui plait, augmenter ses conquêtes; puis après avoir établi l'isolement dans lequel se trouve la France, il indique l'opinion et les désiderata de ce qu'on appelle le parti militaire, qui exerce en Allemagne une influence considérable. Ici il faut citer textuellement le passage de la lettre du *Times:*

« En finir avec la France n'est pas seulement une occasion à saisir, c'est un devoir envers l'Allemagne et envers l'humanité. L'Europe ne sera jamais tranquille tant que la lutte sera possible, et la lutte sera possible aussi longtemps que la bévue du dernier traité ne sera pas réparée, car elle laisse la France en position de revivre et de rentrer en lutte. L'Allemagne est troublée par la conscience de n'avoir qu'à moitié écrasé son ennemi, et de ne pouvoir se défendre qu'à la condition de dormir un œil ouvert. Ce qui, exécuté promptement aujourd'hui, coûterait seulement un sacrifice insignifiant, coûterait dans deux ans une mer de sang, rien que pour remporter des victoires douteuses.

» Ceux qui raisonnent ainsi ne se bornent pas à des considérations abstraites; ils présentent une conclusion positive. La guerre, disent-ils, doit être promptement entreprise et terminée, pour réduire la France à une condition permettant à l'Allemagne de se livrer à un repos nécessaire au développement définitif de sa grandeur. Il est nécessaire d'entrer en France, de marcher sur Paris, de prendre position sur le plateau d'Avron, d'où l'on pourrait détruire la capitale et signer un nouveau traité, privant seulement la France du territoire de Belfort, limitant le chiffre de son armée active, et la mettant à l'amende de 10 milliards payables en vingt ans, avec intérêt à 5 0/0, et sans anticipation de payement du capital. Paris ne serait attaqué qu'au cas où la France se refuserait à signer le traité. »

Voilà qui est net et précis : ainsi il existe en Allemagne un parti qui trouve que la Prusse a fait un marché de dupe en ne doublant pas le chiffre de 5 milliards que les vainqueurs ont obligé la France à leur payer, et qui ne s'inquiéterait même pas de chercher un prétexte pour déclarer la guerre à la France. Le correspondant du *Times* prend soin de noter que les opinions du parti militaire allemand trouvent en Allemagne même une opposition très sérieuse dans la grande masse de la population; et il conclut que l'Europe tout entière doit s'émouvoir, réagir contre ces tendances afin de maintenir la paix générale.

Nous ne voudrions pas attacher aux élucubrations du *Times* plus d'importance qu'il ne convient; mais il est certain que les récriminations du parti militaire allemand qu'il enregistre ne datent pas d'aujourd'hui, datent de longtemps, et remontent à l'époque où la France commença à exécuter strictement les clauses du traité de Versailles. Les reproduire, les formuler dans un journal qui a pour ainsi dire le monopole des indiscrétions et des informations diplomatiques et politiques, c'est là un fait grave en soi, et il n'est pas étonnant qu'il ait causé une profonde émotion en France et partout. Le *Times* essaie de corriger lui-même l'effet produit par cette correspondance; car il publie un article émanant de sa rédaction ordinaire qui débute ainsi :

« Nous publions ce matin une lettre d'un correspondant français, qui produirait certainement de vives inquiétudes en Europe si les appréhensions auxquelles elle fait allusion ne possédaient sur des bases sérieuses. Nous nous hâtons d'ajouter que, selon nous, ces craintes ont pour seule excuse l'imagination surexcitée des Français. »

Ici encore nous ferons remarquer la partialité du journal anglais qui rejette sur les Français le tort d'alarmes chimériques; mais passons, car nous n'en sommes plus à compter les mauvais procédés et les mauvaises pensées du *Times* à l'égard de la France. Nous aimons mieux citer ce pas sage que nous trouvons dans le même article, et où le bon sens lui arrache une appréciation plus juste sur la conduite et les aspirations des politiques allemands du parti militaire :

« S'ils croient qu'ils ont été trop miséricordieux pendant la dernière guerre, s'ils croient qu'ils doivent réparer la faute que, selon eux, ils ont commise, en prenant n'importe quel prétexte de querelle dans l'espoir d'annihiler le pouvoir de la France, leur raisonnement est aussi faux qu'il est odieux. »

C'est la conclusion que nous tirerons nous-mêmes de cette sorte de lutte entre la réalité et le droit. Mais il y a encore une autre conclusion que nous devons déduire pour inspirer notre conduite, de l'incident de ces révélations.

Nous sommes placés sous le regard d'un ennemi impitoyable qui ne nous pardonne rien, qui n'oublie rien, et qui, possédant un sol moins riche que celui de la France, se trouve toujours, même après les victoires les plus éclatantes, moins heureux et moins prospère que nous. Il nous convient donc, puisque la lutte nous est interdite, de nous faire calmes et modestes, de nous replier sur nous-mêmes, de chercher en nous les consolations légitimes; d'éviter tout ce qui peut ressembler, non pas même à une provocation, mais à une critique. La tâche est encore assez vaste, et ce serait l'honneur des conservateurs de l'accomplir.

ALEXANDRE WATTEAU.

Le Times, revenant sur sa correspondance d'avant-hier, cherche ce matin à en atténuer la portée en disant :

« Si nous prenons en considération l'origine de ces appréhensions, elles sont dues à une diversité de circonstances dont quelques-unes sont inévitables, plutôt qu'à une action du gouvernement allemand.

» Ce que les Français doivent considérer, c'est le sentiment produit en Allemagne par la reconstitution de leur armée. Alors, ce n'est pas nécessairement sous l'instigation du gouvernement que les militaires allemands disent « Si » la France se prépare, il nous faut prévenir le coup et prendre nos précautions afin que le danger ne revienne » pas. » Le gouvernement allemand ne veut nullement hâter la guerre, parce qu'il sait que ses voisins graviteraient l'un vers l'autre dans une ligue contre lui. »

—

Dans un article sympathique à la France, la *Nouvelle Presse libre* de Vienne cherche à dissiper toutes les appréhensions belliqueuses suscitées par la correspondance du *Times*. Elle démontre que la Prusse ne peut pas vouloir la guerre, parce que la reconstitution financière et militaire de la France ne peut pas lui en fournir le motif; parce que sa restauration matérielle ne peut pas la surprendre et que la restauration de son armée ne peut pas l'effrayer. La France ayant perdu toute son armée dans la dernière guerre, doit en créer une toute nouvelle, ce qu'elle fait sans hâte et sans imprudence.

Enfin, suivant une lettre particulière de Vienne, on colportait à la bourse de cette ville, un mot de M. Andrassy relatif à la lettre alarmante publiée par le *Times*. « Il faut regretter, aurait dit le ministre, chaque centime perdu grâce à des manœuvres de bourse, dans le genre de la lettre du correspondant parisien du *Times*. »

—

La *Post* commente la dernière note belge et prétend qu'elle ne signifie rien. Cette note, dit le journal berlinois, prouve que la Belgique n'a pas, ce qui pourtant serait bien naturel, la moindre conscience du devoir, qui incombe à un Etat dont la neutralité est garantie par l'Europe, de faire droit à des réclamations nettement déterminées. La réponse de Bruxelles, d'ailleurs, ajoute-t-il, ne paraît pas calculée de manière à être reçue par un gouvernement étranger, mais destinée plutôt à produire une certaine impression par la publication d'un document qui vise moins un compromis amiable avec l'étranger que l'approbation de l'opinion nationale.

Suivant la *Post*, il est impossible que l'Allemagne laisse tomber cette question.

—

L'*Echo de Bruxelles*, en parlant de l'article publié par la *Post*, de Berlin, dit que ce journal sera probablement obligé de revenir bientôt sur ses appréciations. Quant à l'*Etoile belge*, elle croit savoir que le cabinet n'a pas reçu de nouvelle note relativement à la lettre épiscopale de l'évêque de Namur, mais elle assure que des observations verbales lui ont été faites.

—

Une dépêche, adressée de Berlin au *Daily Telegraph*, dit que le but du voyage du czar à Berlin est d'assurer la tranquillité de l'Europe et d'amener une entente entre l'Allemagne et la France.

La dépêche fait observer que l'empereur Alexandre peut être actuellement regardé comme l'arbitre de la paix du continent.

—

Le *Times* publie la dépêche suivante :

« Berlin, 5 mai.

» La nouvelle de l'arrestation d'un homme qui rôdait autour de la maison du prince de Bismarck avec un pistolet chargé dans sa poche est confirmée. Le prisonnier, ouvrier mécanicien, demeurait dans un faubourg de la ville; il a été transféré, en attendant, dans une maison d'aliénés. »

Nous ne reproduisons que sous toutes réserves les renseignements que nous donne dans sa lettre de ce jour un de nos correspondants parisiens :

Paris, samedi 8 Mai.

Les bruits pessimistes qu'avait accrus encore les révélations plus ou moins authentiques du *Times*, se dissipent un peu; mais ils ont laissé dans le monde politique et dans le monde financier un malaise très réel qui ne disparaîtra pas tout de suite entièrement. On sent vaguement l'approche de graves événements. Dans quel sens se produiront-ils? je ne saurais vous le dire; mais l'inquiétude persiste. Et malheureusement les faits intérieurs ne sont pas de nature à l'effacer.

Je vous ai dit que l'organisation de l'armée territoriale était ajournée : la cause est bien plutôt politique que financière, et vous me saurez gré de ne pas insister davantage sur ce point.

La réunion de 2,000 électeurs parisiens convoqués en plein Belleville pour entendre la parole de M. Gambetta avait ému les conservateurs; ce soir la contrepartie de cette fameuse réunion aura lieu. 2000 électeurs parisiens sont convoqués pour entendre M. Raoul Duval, député, boulevard des Amandiers, en plein faubourg du Temple. M. Raoul Duval a développé devant quelques amis les points principaux de son discours : il exposera la doctrine de l'appel au peuple, il affirmera le droit de révision de la constitution; il fera acte d'adhésion enthousiaste au maréchal de Mac-Mahon. Le discours sera reproduit par les journaux bonapartistes, et il en sera fait une édition populaire. Je vous dirai demain ce qui ne sera passé avant, pendant et après la réunion.

Une nouvelle grave que je ne vous donne que sous réserves : on m'assure que M. Philippart, qui vient d'éprouver des pertes énormes à la Bourse, a reçu notification d'un arrêté d'expulsion du territoire français. La mesure serait motivée, non seulement par les pertes qu'il a fait subir à divers spéculateurs, mais aussi par des relations qu'il entretenait ou qu'on le supposait entretenir avec des banquiers étrangers.

Nous devons ajouter que la rumeur que nous signale notre correspondant n'est pas confirmée jusqu'à présent et qu'elle nous paraît fort sujette à caution.

—

Le *Journal des Chemins de Fer* annonce qu'à la suite des faits qui ont accompagné la souscription du Crédit mobilier nouveau, le public financier ne paraît pas douter que cette souscription ne soit annulée et que les fonds versés ne soient rendus aux souscripteurs.

REVUE DE LA PRESSE

L'entrevue de Berlin

I

Tout le monde est d'accord pour attribuer une importance considérable à l'entrevue qui aura lieu, dans quelques jours à peine, entre le czar et l'empereur Guillaume; mais les appréciations diffèrent du tout au tout sur le caractère et la portée de cette entrevue. Tandis que la plupart des organes de la presse européenne voient une garantie de paix dans cette rencontre entre les deux puissants souverains, une correspondance publiée par le *Times*, sonne au contraire le tocsin d'alarme, et affirme que dans les entretiens des deux empereurs, le sort de la France, tel qu'il a été réglé par les derniers traités, va être remis en question.

Nous voudrions examiner, en peu de mots, ce qu'il y a de plus ou moins fondé dans les espérances des uns, dans les appréhensions des autres.

Il est incontestable que, malgré la dureté des conditions de paix qui nous ont été imposées en 1871, certains hommes d'Etat de Berlin regrettent maintenant que nous n'ayons pas été encore plus cruellement traités. On avait cru qu'en nous imposant une contribution de guerre de cinq milliards, on nous ruinerait à tout jamais. Nous l'avions cru nous-mêmes. La fertilité de notre sol, les habitudes de travail et d'épargne qui distinguent nos populations, la protection de la Providence, qui nous a favorisés d'une récolte exceptionnelle au lendemain même de la libération du territoire, ont déjoué les calculs de notre vainqueur.

On attribue ce mot remarquable à M. le prince de Bismark : « Je me suis mépris deux fois sur la France : en 1870, je me suis exagéré sa puissance militaire; en 1871, je ne me suis pas rendu compte de sa puissance financière. »

Nous ne savons si le mot a été prononcé, mais authentique ou non, il exprime très exactement la pensée, sinon de M. le prince de Bismarck, du moins d'une fraction notable de l'entourage politique et militaire de l'empereur Guillaume. Si, dans cet entourage, des conseils de guerre se sont fait entendre plusieurs fois depuis un an, s'ils se font entendre encore à l'heure présente, la cause n'en est pas dans nos prétendues tendances ultramontaines; elle n'est pas davantage dans des armements exagérés auxquels personne ne croit, pas même les journalistes qui les signalent quotidiennement à l'Europe. Elle est tout entière dans l'étonnement jaloux provoqué par cette puissance financière que personne ne soupçonnait, que nous ignorions nous-mêmes et que nos malheurs seuls nous ont révélée.

Un proscrit du temps de Sylla disait : C'est ma maison d'Albe qui m'a perdu. Ce qui nous perd, nous, ce qui peut du moins nous perdre, ce qui, en tout cas, excite l'animosité du parti de la guerre à Berlin, c'est notre richesse renaissante, ce sont nos emprunts trente fois couverts, c'est l'Europe reprenant peu à peu le chemin de Paris; c'est tout ce mouvement d'affaires, de luxe, de civilisation que l'on n'a pas réussi, quoi que l'on ait fait, à transporter à Berlin.

De là une irritation qui va chaque jour croissant. De là le plan signalé par la correspondance du *Times* et qui consisterait à envahir la France sous le premier prétexte, à venir camper une seconde fois sous les murs de Paris, et à nous dicter, du haut du plateau d'Avron, les conditions de paix, qui peuvent se résumer en trois mots : la cession de notre effectif militaire, l'abandon de Belfort et une indemnité de guerre de dix milliards, payable en vingt ans.

Ce plan a-t-il germé dans l'esprit de quelques-uns des chefs du parti de la guerre de Berlin? Il est malheureusement permis de le craindre.

A-t-il été accueilli par l'empereur Guillaume? Nous voulons espérer que non.

Est-il pratiquement réalisable? Oui, mais à une condition :

A la conditions que la Russie n'y opposera pas son *veto*.

II

Les circonstances et (il faut bien le dire) la sagesse du souverain actuel de la Russie ont fait à ce pays une situation qui lui permet d'exercer une influence prépondérante sur la question de guerre ou de paix.

En 1870, quelle que fût la faiblesse de notre situation militaire, la Prusse ne nous aurait peut-être pas écrasés aussi facilement si elle n'avait eu l'appui moral de la Russie. Elle pouvait craindre, en effet, au début de la guerre, une intervention de l'Autriche en notre faveur. Elle était dès lors obligée d'immobiliser des forces considérables pour garder ses provinces orientales, et pour couvrir sa capitale. La Russie l'a dispensée de ce soin. Elle s'est chargée d'empêcher l'intervention de l'Autriche et elle y a réussi, sans tirer un coup de fusil.

Depuis la guerre, un fait capital s'est produit. Au mois de septembre 1872, les trois empereurs d'Allemagne, de Russie et d'Autriche se sont rencontrés à Berlin, accompagnés de leurs ministres respectifs des affaires étrangères. Un accord s'est établi à cette époque, sur des questions de politique internationale, entre les trois cours du Nord, comme on les appelait autrefois. Soit que cet accord résulte uniquement des conversations échangées entre les souverains et les ministres, soit qu'il ait revêtu la forme plus régulière d'un protocole, il n'en a pas moins une importance tout-à-fait capitale. D'une part, la Russie et l'Autriche reconnaissent la validité du traité de Francfort et garantissent par conséquent les agrandissements obtenus par la Prusse à la suite de la guerre de 1870-1871; mais, d'un autre côté, la Prusse, en échange de cette garantie, s'interdit d'entreprendre une guerre nouvelle, à moins d'un motif connu et approuvé des deux puissances garantes.

Ce double caractère de l'accord intervenu à Berlin, en 1872, est très exactement indiqué dans le deuxième volume du remarquable ouvrage de M. Valfrey, sur le *Traité de Francfort et la Libération du territoire français*.

La Prusse, en 1872, croyait avoir intérêt à faire garantir ses récentes conquêtes. Elle craignait, en effet, que la France, sous le coup de l'émotion produite dans toutes les classes de la population par les maux de l'invasion et par la perte de deux provinces, ne cherchât, à très bref délai, l'occasion d'une revanche; et quelque inégale que fût la lutte, les hommes d'Etat de Berlin, et notamment le plus prévoyant d'entre eux, M. le prince de Bismark, cherchaient à mettre de leur côté toutes les chances possibles en reconstituant l'alliance des trois puissances du Nord.

Cette fois encore l'évènement a déjoué les calculs de la plus habile politique. La

---

Feuilleton du *Journal de Roubaix* DU 10 MAI 1875.

— 1 —

LA

MAISON AUX LILAS

I.

Monsieur le duc Bertrand de Forestel est le dernier descendant d'une famille princière de Flandre. Il est garçon et ne songe pas à se marier; il a trente-cinq ans, la figure belle et expressive, l'air grand et trois cent mille livres de rente qu'il dépense noblement; il cultive les arts et particulièrement la musique, où il excelle.

On ne lui connaît que deux défauts : il ne fait pas courir et on ne le voit jamais dans les coulisses de l'Opéra.

II

Bertrand de Forestel a été élevé dans un de ses châteaux par sa grand'mère, bonne femme, mais orgueilleuse de sa noblesse et qui adorait en lui le seul rejeton de la famille.

Un trait suffira pour vous peindre la douairière de Forestel. La galerie des portraits de famille s'ouvrait par deux vénérables toiles. La première représentait le déluge : vers l'arche flottant sur les eaux nageait d'une main un homme qui tenait de l'autre un rouleau de papyrus. Sur une banderolle sortant de la bouche du nageur on lisait ces mots : Au nom de Dieu! sauvez du moins les titres de la maison de Forestel! »

Dans le second tableau, le peintre avait figuré la visite qu'un prince de cette noble lignée rendait à la sainte Vierge en arrivant au paradis. La Mère de Dieu l'accueillait gracieusement par ces paroles :

— Couvrez-vous, mon cousin.

— Ne faites pas attention, belle dame, répondait le prince, c'est pour ma commodité.

Je n'ai pas besoin de vous dire si l'espoir de la maison de Forestel était surveillé avec sollicitude. La grand'-mère de Bertrand sortait peu et il ne sortait jamais sans elle.

On lui permettait bien de jouer dans le jardin, dessiné à l'anglaise, qui s'épanouissait sous les fenêtres du château; mais il lui était expressément défendu de pénétrer dans le parc. Le jeune prince s'amusait médiocrement et il éprouvait le plus vif désir de rompre sa lisière.

A sept ans, comme il savait lire, on lui donna pour ses étrennes un magnifique *Robinson Crusoé* avec gravures. Ce livre enflamma son imagination naissante : il ne rêva plus que voyages au long cours, îles désertes, forêts vierges, et il forma *in petto* le projet d'aller au prochain port s'embarquer en qualité de mousse pour une expédition lointaine.

Comme les rares promenades de la douairière étaient toujours dirigées du même côté, il y avait une partie du parc où Bertrand n'avait jamais mis les pieds. C'est par là qu'il résolut de s'enfuir.

Donc, un matin du mois de mai, après le déjeuner, il saisit le moment où sa gouvernante avait le dos tourné, et il disparut. Il courut près d'une demi-heure sans s'arrêter, tant il avait peur d'être rattrapé; il enfilait à l'aventure les sentiers qui se présentaient. Il était tout heureux de se sentir libre; l'air lui semblait plus pur, les arbres plus beaux et plus touffus.

Cette partie du bois avait du reste un aspect assez sévère; c'est sans doute ce qui en éloignait la duchesse. Quand le fugitif rencontrait un paysan, il se cachait dans le fourré et le laissait passer.

III

Au bout de deux heures, il se sentit fatigué; il s'assit au pied d'un arbre et s'endormit. Lorsqu'il se réveilla, le soleil baissait sur l'horizon. Notre héros avait des tiraillements d'estomac : c'était la faim, une sensation nouvelle pour lui; il se leva et marcha quelque temps.

Il commençait à penser que le château valait bien une île déserte, et il avait toutes les peines du monde à renfoncer ses larmes, quand, au détour d'un sentier, il aperçut dans une clairière une petite maison blanche avec des volets verts. La maisonnette était presque cachée par de gros lilas tout fleuris.

Il s'en approcha et vit assise près de la fenêtre, une blondine de son âge qui mangeait du pin bis émietté dans du lait. Il avait eu rarement occasion de jouer avec des enfants. La douairière n'était servie que par d'anciens domestiques, et il ne venait au château que le curé du village, et de loin en loin quelques vieux seigneurs des environs. Le frais visage de cette fillette apparut au jeune fugitif comme une rose au milieu des touffes de lilas.

Tout à coup elle leva les yeux et poussa un cri de surprise :

— Mon doux Jésus! le petit prince!

Elle courut à la porte et invita Bertrand à entrer. Elle lui demanda comment il se trouvait seul si loin du château. Bertrand n'osa lui conter son escapade; elle lui semblait si sage et si raisonnable qu'il craignait qu'elle ne le jugeât trop enfant.

Il répondit simplement qu'il s'était égaré et avoua qu'il avait faim. La blondine lui donna une part de son goûter, qu'il dévora avec délices; après quoi tous les deux causèrent de bonne amitié.

Elle lui apprit qu'elle s'appelait Louise. Son père, un des gardes du bois, était occupé en ce moment à faire sa tournée; sa mère venait de partir pour le village.

Madame la duchesse était sa marraine; Louise allait la voir deux fois l'an, à sa fête et à la nouvelle année. Elle avait quelquefois aperçu le petit prince et l'avait reconnu du premier coup d'œil.

Le père de Louise rentra au beau milieu de la conversation, et fut très étonné et fort joyeux de trouver là le futur Robinson : il avait rencontré des gens qui le cherchaient.

Tout était en émoi dans le château, et il se hâta de l'y ramener. Bertrand dit adieu à sa nouvelle amie en lui promettant de revenir jouer avec elle.

IV.

Le chercheur d'aventures fut bien caressé et bien grondé par sa grand'-mère, et son équipée lui valut un redoublement de surveillance. Il supplia, mais en vain, les jours suivants, qu'on le conduisit près de Louise.

Il ne rêvait plus que Louise, et le monde lui semblait partagé en deux classes d'enfants : ceux qui s'ennuyaient dans un vaste château sous la garde de vieux serviteurs, et ceux qui s'amusaient dans de jolies maisons blanches et vertes, d'où ils pouvaient s'envoler librement à travers les bois.

Peu à peu, cependant, l'image charmante s'effaça de sa mémoire. Peut-être revit-il plus tard la petite fille, mais il n'y prit pas garde, et sans doute qu'il ne se serait jamais souvenu d'elle sans un hasard qui les remit en présence.

Bertrand fit sa première communion dans la chapelle du château. Le curé du village obtint de la châteleine la permission d'y amener, pour communier avec lui, une enfant de la paroisse qui, sortant de maladie, n'avait pu accomplir en son temps cet acte religieux.

Pendant la cérémonie le prince fut distrait : il lui semblait qu'il avait déjà vu sa compagne, sans qu'il pût se rap-